

Défense des intérêts des travailleurs de l'industrie et du secteur de l'énergie : nos revendications

La question n'est pas de savoir "si" mais "comment" nous pouvons décarboniser nos industries pour garantir qu'aucun travailleur, qu'aucune région ne soient laissés pour compte. Seule une voix forte des travailleurs de l'industrie dans le processus de transition peut garantir cela. La plate-forme politique décidée par les membres du comité exécutif d'industriAll Europe expose nos revendications concrètes :

Ressources : Des investissements adéquats sont nécessaires pour préparer les travailleurs à la transition. Il faut plus d'argent pour soutenir les transitions d'un emploi à l'autre, pour les programmes de recyclage et de formation continue. La taille du Fonds de transition juste n'est actuellement pas à la hauteur du défi.

Cartographie de l'impact sur l'emploi : si l'on ne sait pas exactement où se trouvent les travailleurs concernés, les programmes de reconversion et d'amélioration des compétences ne peuvent pas être adaptés pour assurer les transitions d'un emploi à l'autre. Cette analyse doit être effectuée par les autorités publiques en coordination avec les partenaires sociaux.

Anticipation du changement et dialogue social pour tous les travailleurs : En 2013, le Parlement européen a proposé un cadre juridique européen pour l'anticipation et la gestion du changement - celui-ci devrait être créé pour garantir que les travailleurs ont le droit de participer aux décisions relatives aux transitions sur leur lieu de travail et dans leurs régions, en renforçant le dialogue social et la négociation collective.

Une boîte à outils de droits pour assurer une transition en douceur pour les travailleurs individuels : Les politiques actives du marché du travail doivent répondre au besoin urgent d'éducation et de formation. La reconversion et l'amélioration des compétences doivent être assurées afin de préparer les travailleurs à occuper des emplois dans et entre les secteurs en mutation. Chaque travailleur, quel que soit son contrat, doit avoir droit à une formation de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Coopération politique et échange de bonnes pratiques : Une transition juste se fera dans les économies et les lieux de travail régionaux, mais il y a beaucoup de choses qui peuvent être encadrées par des objectifs politiques communs et l'échange de bonnes pratiques. Par exemple, la plateforme Just Transition devrait être étendue à tous les secteurs concernés par le Green Deal européen.